

Communiqué de presse du 18 avril 2013

Des seringues dans une école ! ??

Avant-hier, des enfants se sont piqués avec une seringue trouvée dans la cour de leur école. D'autres avaient déjà été retrouvées peu avant la rentrée, et selon l'une des habitantes, il y en a « jusque dans son bâtiment ». Cette situation a provoqué une émotion légitime chez les parents et la colère gronde dans le quartier.

Pour « aider » ces habitants, les ministres de l'intérieur successifs ont promis d'éradiquer, karchériser, éliminer les problèmes de la drogue, de son trafic et de ses usages. Un discours de tolérance zéro répété en boucle, en vain : quand il vise un objectif aussi utopique que l'éradication de la drogue dans un quartier en crise économique et sociale, il n'est qu'un effet de tribune.

La politique des drogues doit viser des objectifs pragmatiques, et concerner les risques et les dommages, ceux des populations comme ceux des usagers : réduire le nombre d'infections VIH/VHC/abcès/endocardites..., le nombre d'overdoses mortelles, le nombre d'usagers en difficulté sans contact avec le système socio-sanitaire, le nombre de seringues qui traînent, réduire les violences liées au trafic...

Aucune stratégie unique ne répondra à ces problèmes. Mais les convergences d'actions de réduction des dommages liés au trafic, de réduction des risques liés à l'usage de drogues et de soins, peuvent aider à les rendre moins dommageable pour les habitants et pour les usagers. Une relance de la politique de réduction des risques s'impose donc, et avec elle l'expérimentation de plusieurs salles de consommation à moindre risque. Car là où elles existent depuis plus de 30 ans, elles ont fait leur preuve, notamment pour résoudre ce genre de phénomène. Dernièrement, au Danemark, la ville de Copenhague a installé en septembre une salle de consommation à moindre risque dans un quartier dans lequel le problème des drogues était envahissant. Le maire de Copenhague vient d'en souligner un premier bilan positif. Au-delà de sa mission médicale, le personnel soignant y instaure un dialogue avec les toxicomanes, jusqu'à proposer des programmes de substitution, favorisant leur réintégration et les aidant à sortir de leur addiction et de leur marginalité. La colère des habitants, inquiets de l'ouverture, s'est apaisée face à la diminution des nuisances dans l'espace public (notamment moins de seringues qui traînent !).

Alors que la salle parisienne devrait voir le jour avant l'été, nous souhaitons que cette expérience ne reste pas isolée, et que d'autres villes françaises puissent expérimenter ce dispositif en l'adaptant à leurs besoins locaux. Si la France n'avait pas arrêté le déploiement de la réduction des risques ces dernières années, il y a fort à parier que ce fait divers sordide n'aurait pas eu lieu. Il est encore temps d'agir !

Contact presse :

Pierre Chappard - 06 63 55 65 54

Jean-Pierre Couteron : 06 03 44 60 38